

les nouvelles de
Survival



Un barrage géant menace les tribus de la vallée de l'Omo en Ethiopie.

A qui appartient la terre en Argentine?

Prophétie hopi

85

octobre 2012

les nouvelles de **Survival**

Les Nouvelles de Survival n° 85, octobre 2012
Prix de ce numéro : 4 € abonnement : 15 €
Directeur de la publication : J.-P. Razon
Rédaction : S. Baillon, D. Dauzier, J.-P. Razon
Imprimerie : Corlet, Condé-sur-Noireau
ISSN : 1154-1210 CP : 1009G89188
Dépôt légal : 4ème trimestre 2012

© Survival International (France)
Association reconnue d'utilité publique

Photo couverture : Un Karo, membre de l'une des tribus menacées par le barrage géant sur l'Omo, en Ethiopie. © Survival

Merci à Caroline Bourtembourg et Mélanie Legrand

Le supplément de l'impression en quadrichromie de ce numéro a été généreusement offert par notre imprimeur.

Ce numéro peut être lu en ligne ou téléchargé en format PDF à l'adresse suivante :
www.survivalfrance.org/actu/publication

Survival International France

18 rue Ernest et Henri Rousselle
Paris 75013
T (33) 1 42 41 47 62
info@survivalfrance.org

Survival aide les peuples indigènes à défendre leur vie, protéger leurs terres et déterminer leur propre avenir



PARIS LONDRES MILAN MADRID BERLIN AMSTERDAM SAN FRANCISCO



En couverture : Un Karo, membre de l'une des tribus menacées par le barrage géant sur l'Omo, en Ethiopie. © Survival

Sommaire

- 3** Des conclusions trop hâtives
- 4** Echos des campagnes
- 6** A qui appartient la terre?
Dario Aranda
- 10** En Ethiopie, un barrage menace les tribus de l'Omo
Elizabeth Hunter
- 13** Action urgente
- 14** Prophétie hopi. L'arrivée d'une nouvelle race
Dan Katchongva
- 16** Livres et revues reçus

Des conclusions trop hâtives

Fin août, Survival apprenait qu'une communauté yanomami du Venezuela, Irotatheri, avait été victime, début juillet, d'une violente attaque de *garimpeiros*, des orpailleurs clandestins venus du Brésil voisin. L'information émanait d'une organisation indigène qui avait recueilli les témoignages de trois Yanomami de Hokomae, un *shabono* (maison collective) voisin, qui se rendaient en visite à Irotatheri. Arrivés à destination, ils s'aperçurent que le *shabono* avait été incendié et que des corps calcinés gisaient dans les ruines. En retournant chez eux ils rencontrèrent trois Yanomami de Irotatheri qui leur dirent avoir entendu un hélicoptère alors qu'ils étaient en train de chasser. Pensant qu'il apportait des vivres, ils se précipitèrent au *shabono* et, de loin, virent l'hélicoptère dans une étrange position, entendirent des tirs et s'enfuirent dans la forêt. Les Yanomami de Hokomae en déduisirent qu'hormis les trois survivants qu'ils avaient rencontrés, tous les membres de la communauté, soit environ 80 personnes, avaient été tués. Tel est le récit qu'ils firent à l'organisation indigène qui demanda immédiatement l'ouverture d'une enquête.

Nous avons aussitôt diffusé au niveau international cette information qui, à nos yeux, était parfaitement crédible, annonçant toutefois que nous appelions également à une enquête approfondie et que nous attendions confirmation des faits. Mais nous savions que cette région, aux sources du rio Ocamo, un affluent de l'Orénoque, est infestée de *garimpeiros* dont la violence à l'égard des Indiens a déjà été maintes fois éprouvée, notamment au cours du massacre de la communauté yanomami de Haximu, au Brésil, qui fit 16 morts en 1993.

Peu de temps après, nous apprîmes de nos propres sources que le hameau en question n'avait pas été détruit, mais qu'il était probable qu'une attaque ait eu lieu dans un autre hameau. Entre temps, début septembre, la commission d'enquête dirigée par le général Rafael Zambrano concluait, sans même avoir atteint le hameau, qu'il n'y avait aucun orpailleur clandestin dans la région, que 'la paix et l'harmonie' y régnaient et qu'il n'y avait aucune trace de massacre. Ce que contestent non seulement les représentants d'une organisation yanomami mais aussi le médecin légiste qui accompagnait la commission. Les premiers affirment avoir vu des campements d'orpailleurs et une piste d'atterrissage clandestine, et le médecin légiste a fait part de sa perplexité le 29 septembre dernier dans un grand quotidien vénézuélien, révélant que ladite commission 'n'avait passé que 10 minutes dans le hameau qu'ils pensaient être celui où avait été perpétré le supposé massacre'. Comme le dénonce notre vice président, Bruce Albert, ethnologue spécialiste des Yanomami : 'Réduire ce supposé massacre à de simples rumeurs revient à nier la gravité évidente de la situation. La seule manière de découvrir la vérité est de mener une enquête approfondie et non d'effectuer de brèves visites de quelques hameaux, ce qui prendra du temps'. Survival, qui persiste à croire que cette histoire est fondée sur des faits concrets, appelle le gouvernement vénézuélien à expulser les orpailleurs et garantir la sécurité des Yanomami dans la région. ■

Echos des campagnes

Colombie

Un chef spirituel assassiné

Lisandro Tenorio, un chamane nasa de 74 ans, qui s'opposait à la militarisation de son territoire dans le Cauca, au sud-ouest de la Colombie, a été froidement abattu par balle au mois d'août. Les Indiens nasa avaient fait la une des médias internationaux en juillet pour avoir expulsé de force les soldats d'une base militaire installée sur leur territoire. Survival mène campagne contre la violence dans le Cauca depuis 1974 et soutient le CRIC, l'organisation indigène régionale.

Brésil

Appel urgent des Awá

Les Indiens awá du Brésil, considérés comme la tribu la plus menacée au monde, ont écrit fin septembre au ministre de la Justice pour lui demander d'expulser de toute urgence les bûcherons clandestins qui envahissent leurs territoires forestiers et dont l'activité prédatrice paralyse leur mode de vie auto-suffisant de chasseurs-cueilleurs. Certains n'opèrent qu'à six kilomètres à peine d'un groupe d'Awá isolés. Suite à la campagne de soutien que nous avons lancée en avril, plus de 34 000 messages émanant de sympathisants du monde entier ont été adressés au ministre brésilien de la Justice, l'exhortant à protéger les terres awá. Pour en savoir plus :

www.survivalfrance.org/awa

Violente attaque contre les Guarani

En août dernier, plus de 50 hommes de main ont lancé une attaque brutale contre la communauté guarani de Arroio Korá, au sud-ouest du Brésil, en représailles contre la réoccupation d'une partie de son territoire que des

éleveurs s'étaient appropriée. La communauté était provisoirement installée dans des camps de fortune le long des routes.

Arrestation des assassins d'un chef religieux guarani

Les autorités brésiliennes ont arrêté 18 personnes impliquées dans l'assassinat du chef religieux guarani Nisio Gomes qui, en novembre dernier, avait été abattu par des hommes masqués devant sa communauté dans l'État du Mato Grosso do Sul et dont le corps n'a jamais été retrouvé.

Une inquiétante directive gouvernementale

Les Indiens du Brésil ont exprimé leur vive contrariété devant l'annonce, fin juillet, de la mise en œuvre d'une nouvelle directive portant atteinte à leurs droits territoriaux. Des organisations indigènes brésiliennes, de nombreuses ONG, dont Survival, ont appelé à la révocation de cette directive inique.

Équateur

Gel d'un projet pétrolier

La Cour interaméricaine des droits de l'homme a statué en faveur des Indiens kichwa d'Équateur sur le gel d'un projet pétrolier controversé qui a déjà détruit une partie de leurs terres. Les Kichwa n'avaient pas été consultés avant les activités d'exploration, lesquelles ont laissé sur place des centaines d'explosifs, détruit d'immenses pans de forêts et pollué les cours d'eau dont les Indiens dépendent.

Pérou

La 'route de la mort'

Le projet de construction d'une route qui traversera la plus grande réserve d'Indiens isolés d'Amazonie

péruvienne a été sérieusement remis en cause après la preuve établie par les autorités que des Indiens isolés vivent le long de son tracé proposé. Cette confirmation ébranle la position d'un prêtre italien, Miguel Piovesan, dont la lutte implacable en faveur de la construction de la route ignore l'existence des Indiens isolés dans la région. Si le projet est approuvé par le Congrès, cette 'route de la mort', ainsi que la surnomment les Indiens, attirera des colons dans la région, dont des bûcherons clandestins qui détruiront les forêts et introduiront des maladies fatales.

Paraguay

Déforestation illégale

Une compagnie espagnole a été accusée en août dernier par Survival d'abattre illégalement la forêt habitée par un groupe isolé d'Indiens ayoreo. Les autorités paraguayennes ont reconnu les faits; l'organisation ayoreo OPIT et Survival ont appelé le ministère de l'Environnement paraguayen à intervenir dans les plus brefs délais.

Ethiopie

Une nouvelle arme pour expulser les tribus

Survival a reçu en juillet des rapports alarmants émanant de plusieurs tribus de la vallée de l'Omo qui dénoncent la destruction de leurs plantations par le gouvernement pour les forcer à abandonner leurs terres et les installer dans des camps de relocalisation. Les éleveurs suri, bodi et mursi, ainsi que les chasseurs-cueilleurs kwegu sont les plus affectés par ce processus de spoliation territoriale. Le gouvernement octroie également de larges étendues de terres indigènes à des investisseurs étrangers.

Des lignes électriques contestées

Plusieurs organisations de droits de l'homme, dont Survival et Human Rights Watch, ont vivement critiqué la décision de la Banque mondiale et d'autres institutions, comme l'Agence française de développement (AFD), de financer un réseau de lignes électriques lié au barrage controversé Gibe III dans la vallée de l'Omo. Ce projet, qui a été approuvé mi-juillet, raccordera au réseau électrique du Kenya l'énergie générée par le barrage hydroélectrique dans le sud de l'Éthiopie. Les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire de plus de 200 000 membres de tribus indigènes vivant dans la vallée inférieure de l'Omo seront réduits à néant par le barrage (lire le témoignage de Elizabeth Hunter page 10).

Inde

Fermeture d'une raffinerie

La compagnie minière britannique Vedanta a annoncé la fermeture prochaine de sa raffinerie de bauxite Lanjigarh située au pied des collines de Niyamgiri qui abritent 8 000 membres de la tribu dongria kondh. La compagnie avait investi plus d'un milliard de dollars dans l'extension de cette raffinerie, sans avoir obtenu les autorisations nécessaires, tout en sachant qu'elle ne pourrait pas l'alimenter suffisamment pour la faire fonctionner à plein rendement. Les Dongria Kondh ont mené une bataille de plus d'une décennie contre l'exploitation minière de leur montagne sacrée qui s'est soldée en 2010 par une éclatante victoire, le ministre de l'Environnement ayant gelé le projet. Ils craignent maintenant que Vedanta fasse pression sur les autorités indiennes pour renverser cette décision.

Australie

Reportage raciste

Suite aux protestations de Survival, la chaîne australienne Channel 7 a été jugée coupable de graves violations du code audiovisuel par l'ACMA, l'autorité nationale de régulation de la presse, après avoir diffusé un reportage tendancieux sur de supposées pratiques d'infanticide qui présentait les Indiens suruwaha du Brésil comme des tueurs d'enfants, des reliques de 'l'âge de pierre... responsables des pires violations de droits de l'homme au monde'.

Indonésie

Pas de peuples indigènes?

Dans une réponse adressée à l'Examen Périodique Universel des Nations-Unies, un mécanisme de vérification de la situation des droits de l'homme dans tous les pays effectué tous les quatre ans, l'Indonésie a déclaré : 'Le gouvernement indonésien soutient la promotion et la protection des peuples indigènes à travers le monde...'


Cependant, l'Indonésie ne reconnaît pas l'application du concept de peuples indigènes... dans le pays'. Le rapport des Nations-Unies recommandait à l'Indonésie de ratifier la Convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail et de garantir les droits des peuples indigènes, en particulier le droit à leurs terres ancestrales et à leurs territoires et ressources. En Papouasie occidentale, les assassinats, la torture et le viol de peuples indigènes sont monnaie courante. On estime que plus de 100 000 personnes ont été tuées depuis l'annexion forcée de ce territoire par l'Indonésie en 1963.

Malaisie

Les Penan bloquent le chantier d'un barrage controversé

Au Sarawak, des centaines de membres de la tribu penan ont entamé, début octobre, leur deuxième semaine du siège de la route menant au barrage controversé de Murum, paralysant les camions qui transportent le matériel de construction. Murum qui sera achevé l'an prochain, sera le premier d'une série de 12 barrages prévus dans l'État malais du Sarawak pour fournir de l'énergie dont les Penan ne bénéficieront pas. Déjà repoussés aux limites de leurs territoires par la déforestation rampante, les Penan de Murum seront chassés de leurs terres ancestrales qui seront inondées. Survival soutient les Penan dont la principale organisation accuse le gouvernement de ne pas avoir pleinement consulté les riverains affectés par le projet et dénonce son mépris flagrant pour leurs revendications et leurs droits.

Nous invitons nos lecteurs à se reporter sur notre site internet où toutes ces informations paraissent sous une forme plus détaillée.

 **Si vous souhaitez être informés en temps réel des communiqués et actualités que nous diffusons quasi quotidiennement, abonnez vous à notre flux RSS : feeds.survivalinternational.org/SurvivalFrance**

A qui appartient la terre ?

Les territoires des Indiens wichí et pilaga de la province de Formosa au nord de l'Argentine sont envahis par les colons et les éleveurs de bétail qui réduisent leurs terres autrefois fertiles en un désert sablonneux et aride. Les autorités, qui ont souvent partie liée avec les puissants propriétaires terriens refusent de reconnaître les droits territoriaux des Wichí, distribuant la terre aux colons et tolérant la déforestation. L'auteur de cette chronique a récemment assisté à une assemblée des Indiens de la région.

par Dario Aranda*

* Dario Aranda est journaliste et chef du laboratoire d'embryologie moléculaire de l'Université de Buenos Aires. Il est également collaborateur permanent de *Página 12*, *Rebelión*, *Red Voltaire* et l'auteur de *Argentina Originaria. Genocidios, saqueos y resistencias*, Lavaca Editora 2010. Il travaille depuis dix ans avec les communautés indiennes pour l'organisation de défense des droits de l'homme en Argentine où il mène des recherches sur la dépossession et la ségrégation des peuples indigènes d'Argentine. Cet article est paru dans la *Revista Mu*, n° 54, mai 2012. <http://darioaranda.wordpress.com>
Traduction libre de la rédaction.

L'homme entonne des extraits de l'hymne national à voix haute, presque en criant. « Liberté, liberté, liberté... ». Très vite, il intercale des strophes. « ... A la noble égalité... ». Et il termine en insistant : « Pour nous, il n'y a pas de liberté, et encore moins d'égalité ». C'est ainsi que se clôtura l'assemblée de l'organisation Interwichí, espace de coordination de huit communautés indigènes, à Las Lomitas, province de Formosa. Il y eut aussi le discours de Francisco Lopez, 80 ans, dirigeant wichí, pasteur de l'Eglise anglicane et occasionnellement chargé de démasquer les sarcasmes de l'argentinité.

Las Lomitas se situe au centre de la province, sur la route nationale 81, à quatre heures de la capitale provinciale. Fondée en 1914 et comptant 12 000 habitants, cette ville constitue une charnière entre le Chaco salteño (province de Salta), bien connu des éleveurs de bétail, et l'est du territoire guarani car elle est un point de connexion avec le Paraguay et les provinces argentines de Misiones et Corrientes. Les Indiens wichí, pilagás, nivaclé et qom vivent des deux côtés de cette frontière.

Entassés et délaissés

À moins de dix pâtés de maisons du centre de Lomitas, roulant sur des chemins de terre compliqués, la camionnette avance à pas d'homme, s'essouffle : une route encore plus hostile que celles du Paris-Dakar. Quartier périphérique, communauté Lote 47, des maisons en terre, quelques-unes plus récentes sont en briques avec un toit de tôle. Un jardin d'enfants, un vaste patio et à côté, un salon, l'espace de réunion.

Une dizaine d'hommes debout accueillent les participants. Salutations de rigueur, quelques chaises apparaissent et sont installées pour que puissent commencer les présentations. Avelino Rodríguez, chemise bleue à carreaux, 45

ans, casquette à visière. « Certains disent que nous allons bien, qu'il ne nous manque rien. Regardez autour de vous et vous verrez. C'est pour cela que nous avons décidé de nous soulever », déclare-t-il en guise de message de bienvenue.

Cette première intervention n'a rien d'anodin. Gildo Insfrán (vice-gouverneur de 1987 à 1994, gouverneur depuis 1995 jusqu'à ce jour – 25 ans au pouvoir) a l'habitude de faire remarquer que Formosa fut la première province à adopter une loi portant reconnaissance des communautés indigènes et affirme que 99 % des communautés disposent d'un titre communautaire.

« La loi stipule que les peuples indigènes doivent disposer de terres suffisantes et de bonne qualité » explique Avelino Rodríguez. Il marque un silence. Puis conclut : « Ici, nous sommes 60 familles à vivre sur 10 hectares. Est-ce cela des terres suffisantes et de bonne qualité ? » Il mentionne que même le cimetière de la communauté se retrouve dans une parcelle clôturée par un propriétaire terrien.

Mariano López a 36 ans, chemise rouge et jean, 1m70, costaud, il a du mal à vaincre sa timidité, il est l'un de ces jeunes dirigeants. On lui demande de prendre la parole. Il se lance : « C'est qu'ici il y a des gens très riches qui nous pillent nos terres. Aujourd'hui, ils ne viennent plus avec des armes pour nous tuer, ils viennent avec beaucoup d'argent pour acheter nos territoires. Ils nous poursuivent, abattent nos forêts, nous vivons entassés et délaissés. Ils nous repoussent vers le village pour que nous ne puissions pas retourner dans la forêt ». Il affirme qu'ils savent que les lois sont du côté des indigènes mais « ils n'en ont que faire », et « ils » comprend beaucoup de gens : politiciens, juges, policiers, entrepreneurs, médias...

Dans la salle contigüe, sept enfants wichí vêtus de blouses soignées bleues à carreaux sont rassemblés sous le drapeau argentin. Ils



Scène de la vie quotidienne chez les Wichí. Une femme bat les fibres de cactus pour fabriquer de la ficelle. © Jonathan Mazower/Survival

récitent la même prière que celle qui est dite chaque jour dans des milliers d'écoles. « Couleurs de la patrie, bleu et blanc, symbole de l'union et de la force dont ont fait preuve nos ancêtres pour nous donner indépendance et liberté (...) Qu'il soit pour tous les hommes message de liberté, symbole de civilisation et garantie de justice ». Tous les lieux communs qui glorifient la patrie, l'unité nationale et l'égalité!

À cinq mètres de là, les parents wichí parlent de la réalité, rendant improbable toute intonation patriotique. Deux réalités, trop contrastées.

Ce qui reste

L'Interwichí est composée de huit communautés de la région de Lomitas, c'est-à-dire 1 400 familles. En 2009, ils bloquèrent la route 81 pour des revendications qui n'avaient rien d'extravagant : terre, nourriture, travail, santé, éducation, maisons. Aujourd'hui, ils admettent avoir mis

beaucoup de temps à se décider à se soulever. C'est un peuple patient, mais le vase débordait. « Les besoins étaient grands et pressants. Et les mensonges trop nombreux », se souvient le jeune dirigeant wichí et il rappelle comment ils ont été inspirés par la télévision, les piquets de grèves à Buenos Aires.

L'occupation de la route durait depuis des semaines, et aucune réponse officielle ne se faisait entendre. En mai, lorsque le froid tomba sur Formosa, il frappa mortellement María Cristina López, 22 ans, et Mario García, 48 ans. Les conditions climatiques, la sous-alimentation et le manque de premiers soins médicaux avaient composé un cocktail tragique.

Cette situation déclencha une réponse officielle tardive. Le défenseur du peuple de Formosa, José Leonardo Gialluca, ne se solidarisa pas avec les Wichí et ne se rapprocha pas des familles des disparus. Bien au contraire. Il mit ces morts sur le compte de l'Interwichí et accusa les

ONG d'être à l'origine de l'occupation de la route et de ce fait, d'être responsables du drame. Tous les fonctionnaires provinciaux approuvèrent son argumentation.

Ils se souviennent qu'à cette époque, il y eut beaucoup de « persécutions, cooptations et corruption de dirigeants ». Avelino Rodríguez explique que l'Interwichí ne dispose pas d'une personne influente ou d'un chef. Les décisions sont prises « par tous » et si un dirigeant accepte « le marché du gouvernement, il perd la confiance de la communauté ». Et Mariano López d'ajouter : « Et il perd son droit (d'être chef de la communauté). Il y a toujours des gens que l'on peut acheter et qui se vendent ».

Presque deux heures de discussions. Le grand-père-pasteur-dirigeant, Francisco López, dans sa belle chemise jaune, parle haut et fort, il clôture la discussion par une louange à Dieu.



Le pasteur Francisco Lopez : 'Nous ne voulons pas être les esclaves des gouverneurs'. © Marcos Villa

Rodríguez renouvelle ses remerciements et demande une prière de clôture. Le pasteur prend la parole. Trente secondes, quatre mentions du « Seigneur ». Il prie pour un bon retour des participants chez eux, pour que « leur famille et eux » soient en bonne santé et, loin des curés catholiques politiquement corrects, il surprend l'assemblée par son message politico-religieux : « Que chacun sache que Dieu est le chef des chefs. Et que nous ne voulons pas être les esclaves des gouverneurs ».

Le modèle de Formosa

La route provinciale 28 ferait pâlir d'envie tout automobiliste de la capitale fédérale. Son état est, sans aucun doute, meilleur que celui de n'importe quelle autoroute privatisée. Son problème : elle fut pensée (et construite) pour remplir une double fonction – route et digue.

Avec une élévation variant de 75 centimètres à cinq mètres, elle sert de mur de barrage et a radicalement modifié le fonctionnement du Bañado La Estrella, une zone humide de 400 000 hectares habitée par leurs propriétaires ancestraux : des communautés indigènes et créoles.

« À certaines périodes, le Bañado était rempli d'eau, à d'autres, l'eau se

retirait. Les animaux avaient alors de quoi se nourrir et nous pouvions même semer. Aujourd'hui, ce n'est plus une zone humide, c'est un lac de 30 kilomètres de long sur 20 de large » situé à flanc de route avec vue panoramique sur la zone inondée, dénonce l'Association des producteurs de Bañado la Estrella (Aprobae).

La camionnette avance sur la route, cap vers le nord. À chaque kilomètre, les contrastes sont plus forts. À droite, le paysage typique du Chaco semi-aride : terre, végétation basse, quebrachos, caroubiers et gaïacs. À gauche, un terrain inondé, des plantes aquatiques et des arbres morts, debout, noyés par la dégradation de la zone humide. La route-digue remplit bien sa fonction. Sur les bas-côtés, des pelles mécaniques travaillent encore. Elles mettent au point des vannes qui laissent passer le liquide vital vers l'est de la province, auparavant oublié, mais maintenant d'un certain intérêt pour les colons.

Ramón Verón, 57 ans, un homme grand et corpulent, porte des lunettes aux verres épais, un pull brun et un chapeau aux bords larges attaché au menton. C'est un créole typique, éleveur de bétail et président de Aprobae. Mille familles ont été affectées par la dégradation de la zone

humide. Il explique que les conséquences économiques sont « angoissantes », plus de 40 000 bovins perdus, mais sa plus grande peine est que les jeunes commencent à s'en aller pour la ville, ce qui est une façon subtile de déloger les paysans : créer les conditions pour que les nouvelles générations délaissent les champs.

« Ici, vous constatez clairement les excès du soja. Ceux qui viennent ici depuis Córdoba, Santa Fe et Buenos Aires sont ceux qui ont de l'argent. Ils ont planté du soja dans leurs champs et font venir les éleveurs par ici, ils veulent nous faire fuir, nous qui avons toujours vécu ici. C'est injuste. » déclare-t-il.

Pablo Chianetta milite à l'Association pour la promotion de la culture et le développement (APCD). Depuis 25 ans il accompagne dans leurs luttes les communautés indigènes et les familles créoles. « Personne n'est contre les travaux, mais ce que le gouvernement met en route est clairement l'exode des populations indigènes et paysannes afin de céder leurs territoires à d'autres, plus particulièrement à ceux qui font de l'élevage intensif. Avec cette route, ils ont inondé ceux qui ont toujours vécu sur ces terres et ont rendu attractives d'autres régions (il regarde vers l'est) qui disposeront dorénavant de l'eau, de routes et de 'beaucoup de facilités' pour raser les forêts et installer le bétail » explique le plan global de Formosa. Pour Chianetta, il est clair que Insfrán [le gouverneur de la province de Formosa] favorise le modèle agro-industriel (déforestation, élevage et agriculture intensive, expulsion de la population ancestrale).

La répartition

Le 31 mars dernier, dans le supplément « Campo » du quotidien *La Nación*, la stratégie était expliquée. L'article s'intitule « Plan de colonisation à Formosa » et est illustré de la photo d'Insfrán aux côtés d'Eduardo Buzzi, président de la Fédération agraire. L'article souligne que la stratégie bénéficiera aux enfants de producteurs locaux, mais pas

seulement. L'article dit que « Buzzi a reconnu qu'il y a de fortes chances pour que, sur la terre disponible dans la province, ou sur certains lots, se déroule une expérience de colonisation avec des enfants de producteurs de Formosa mais aussi avec des enfants de producteurs ne venant pas de Formosa, afin de leur donner à eux aussi la possibilité de venir travailler dans les champs, à Formosa ». Buzzi y est également directement cité : « La province a décidé d'ouvrir ses portes. Pour nous, cette réunion a donc été positive (...) Cette province a encore des terres » souligna-t-il.

Margarita Parada a 25 ans. Elle fait partie de Aprobae et est, elle aussi, lésée par la construction de la route et la dégradation de Bañado la Estrella. Elle vit dans les environs de Gualcazar, au nord-ouest de la province, à 200 kilomètres de la route 28 mais elle souffre tout autant de la dégradation de Bañado la Estrella. Leurs champs n'ont pas été inondés, au contraire : on leur a coupé l'eau. Et tout s'enchaîne : manque d'eau, moins de pâture, les animaux ont faim, les bourses sont vides.

« Je suis révoltée de voir (Eduardo) Buzzi avec Insfrán. Ils nous ont annoncé, avec le sourire, qu'ils allaient faire venir les enfants de fermiers de Pampa Húmeda. Et nous ? Nous partons pour Pampa Húmeda ? », s'écrie-t-elle en colère.

Le profil de production de la province est clair. Il est décrit dans un document public de 250 pages qui s'appelle « Formosa 2015 ». On y trouve tous les détails concernant les travaux d'infrastructure (tels que la route-digue) et l'avancée prépondérante du modèle agricole. Le réseau agro-forestier Chaco Argentine (Red Agroforestal Chaco Argentina), un collectif composé d'ONG et de techniciens de la région, explique dans son « dossier informatif 2012 » : « Le Plan Formosa 2015 aspire à faire passer la superficie agricole dans la province à 500 000 hectares, augmentant ainsi de 2,5 fois la superficie productive actuelle. Avec cela, seul 1 % des forêts de la région a

été déclaré comme zone protégée (selon l'Ordonnance territoriale dans le cadre de la Loi nationale relative aux forêts) ».

D'après le dernier relevé des conflits de la REDAF, 40 conflits liés à la terre et à l'environnement sont actuellement en cours à Formosa. Ils touchent 565 000 personnes et 3,4 millions d'hectares.

Soixante-trois ans plus tard

Le massacre de Rincón Bomba a eu lieu en 1947, sous le premier gouvernement de Juan Domingo Perón. Ce fut une des histoires occultées de la répression argentine. Le 10 octobre, la gendarmerie nationale avance, mitraillettes et fusils au poing, contre le peuple pilagá. L'histoire officielle dit que cet « affrontement » découla d'une attaque des Indiens. Pas un seul gendarme ne fut blessé mais, durant des décennies, la version militaire ne fut jamais remise en doute. Et la gendarmerie s'appropriera le territoire pilagá.

En avril 2010, des familles pilagá de trois communautés décidèrent de retourner sur leur territoire de 547 hectares. La Fédération Pilagá, constituée de vingt communautés, c'est-à-dire environ 3 000 personnes, soutint politiquement cette réappropriation territoriale.

Le tronc du quebracho mesure un mètre de haut. Il est au bord de la route et à un mètre d'une clôture. Sur l'un de ses flancs, il y a une plaque en bronze : « Ici ont été assassinés les frères Kolymaina, Nero'n, Tengon, Sanat, Añsolé, Karona, Pocasale, Tagesena et beaucoup d'autres ». Il se trouve sur la route 28, à 200 mètres de l'entrée de Las Lomitas.

À cinq mètres de la plaque commémorative de ce massacre, la gendarmerie a répliqué avec son panneau aux lettres blanches. « Gendarmerie nationale. Propriété privée. Entrée interdite ».

Mais les communautés pilagá sont entrées malgré tout. Et elles ont réoccupé leur territoire. Elles se sont assises, ont tenu bon contre les

tentatives d'expulsion et ont contesté avec un autre panneau de deux mètres de haut sur un mètre de large, taillé dans du caroubier et dont les belles lettres blanches disaient : « Article 75, paragraphe 17, Constitution nationale. La préexistence ethnique et culturelle des peuples indigènes est reconnue ».

Sur le territoire reconquis, à l'endroit même où a eut lieu le massacre de 1947, sous quelques vieux arbres, la Fédération Pilagá se réunit. Saturnino Miranda est président de la Fédération. 49 ans, de la communauté du kilomètre 14, jean, chemise rouge à petits carreaux, casquette à visière. « Notre peuple a beaucoup de patience, nous ne bloquons pas les routes. Nous faisons preuve de patience depuis 1492, mais l'Etat doit nous écouter. Nous ne lui demandons pas l'aumône, mais seulement qu'il respecte la loi. Nos ancêtres ont vécu ici, cette terre n'appartient ni aux compagnies d'élevage ni à la gendarmerie. Elle est au peuple pilagá ».

La parole circule parmi les représentants des différentes communautés. Les méthodes de lutte peuvent être différentes entre les Pilagá et les Wichí mais la situation et leurs revendications sont les mêmes : santé, éducation, soutien à des projets de production, fin des politiciens, stop à la répression policière et bien sûr, territoire.

Un aîné, dos voûté, très mince, 1m60, la barbe brouillon, mouvements lents. Il paraît faible. C'est un survivant du massacre de 1947. Pedro Palaveccino parle à moitié en pilagá et à moitié en espagnol. Tout le monde se tait, mais on l'entend à peine. Il se souvient des « frères » tombés à ses côtés, en sang, blessés par des balles. Il a déjà raconté maintes fois cette histoire mais elle est toujours aussi émouvante. Et, tout à coup, il fait un saut dans le temps pour en arriver à ce jour : « Ils ne nous pardonnent pas d'être les ancêtres de l'Argentine. Il y a là une énorme pauvreté. Notre terre, nous devons la récupérer ». ■

En Ethiopie, un barrage géant menace les tribus de la vallée de l'Omo

Depuis des milliers d'années, des peuples agro-pastoraux vivent avec leur bétail le long de la rivière Omo au sud-ouest de l'Ethiopie.

L'Omo prend sa source dans les régions montagneuses au sud-ouest d'Addis-Abeba, s'écoule à travers le plateau éthiopien, l'un des paysages les plus spectaculaires d'Afrique et se jette dans le lac Turkana au Kenya. Dans un environnement hostile et isolé de hauts plateaux, de marais et de savane, il est une planche de salut vitale pour les humains et la biodiversité.

Selon l'Unesco, la basse vallée de l'Omo, inscrite au patrimoine mondial de l'humanité, 'ne ressemble à aucun autre lieu au monde du fait de la diversité extrême

des hommes qui l'ont habitée au cours de nombreux millénaires'.

La crue annuelle de l'Omo alimente la riche biodiversité de la région et garantit la sécurité alimentaire des riverains lorsque les précipitations sont rares. En utilisant le limon déposé sur les berges de la rivière par le lent retrait des eaux, les tribus comme les Mursi pratiquent une agriculture vivrière : sorgho, haricot, maïs. Sur les terres des Daasanach, la rivière inonde ses berges en août et recouvre de larges zones de prairies qui, lorsque les eaux se retirent, deviennent des pâturages pour le bétail lors de la saison sèche.

Cependant, avec le barrage Gibe III en construction à 200 km en amont de la rivière, les tribus de la basse vallée

Les tribus de la vallée de l'Omo souffrent de la perte progressive d'accès à leurs terres depuis des générations. Déjà, dans les années 1960 et 1970, la création de deux parcs nationaux les privaient des ressources essentielles à leur survie. Mais aujourd'hui, la construction d'un gigantesque barrage hydroélectrique va gravement affecter les tribus riveraines de l'Omo qui dépendent étroitement des crues naturelles de la rivière pour assurer leur survie.

Récit de Elizabeth Hunter, chargée de campagne à Survival International.



Jeunes-filles nyangatom, vallée de l'Omo, mai 2011. © Zabou Breitman



Un membre de la tribu karo devant l'Omo © Eric Lafforgue

sont confrontées à des menaces nouvelles et sans précédent sur leur mode de vie.

Lorsqu'il sera achevé l'an prochain, ce barrage, qui sera le plus haut d'Afrique, interrompra le cycle naturel des crues dont dépendent tant de tribus et aura des conséquences catastrophiques sur leurs moyens de subsistance.

Le barrage fait partie intégrante d'un projet gouvernemental visant à céder des pans gigantesques de terres indigènes à l'Etat et aux entreprises privées, y compris à des investisseurs internationaux d'Europe et d'Asie, pour y pratiquer une agriculture à grande échelle du coton ainsi que de la canne à sucre, du palmier à huile et du jatropha utilisés dans la production d'agrocarburants. Le barrage régulera l'écoulement de l'Omo et mettra un terme au cycle naturel des crues, les

canaux d'irrigation fournissant en permanence de l'eau à ces plantations.

Au cours d'un séjour récent chez les communautés riveraines, j'ai réalisé combien l'impact sur les célèbres tribus de la basse vallée de l'Omo allait être catastrophique. J'ai recueilli

'Nous sommes prêts à mourir pour notre terre'

Des pasteurs de la vallée de l'Omo

de nombreux témoignages qui, sans exception, dénoncent un gouvernement autocratique qui recourt à la peur, à l'intimidation et à la brutalité pour réprimer toute contestation. Toutes les organisations communautaires ont été démantelées et personne n'ose parler ouvertement.

Les communautés indigènes n'ont pas été consultées et aucune démarche n'a été entreprise afin d'obtenir leur

consentement libre et éclairé sur le barrage ou les projets de plantations à grande échelle. Aucune étude indépendante n'a été menée sur les impacts sociaux et environnementaux du barrage ou des plantations sur les communautés et la biodiversité.

Même les fonctionnaires locaux que j'ai pu rencontrer m'ont fait part de leurs inquiétudes. L'un d'eux a prévenu : 'L'avenir de la région est compromis. Si le gouvernement commence à céder la terre à des investisseurs, il y aura de graves conflits'.

Pendant plusieurs jours, une armada de bulldozers géants conduits par des ouvriers des hautes terres et protégés par l'armée, ont rasé les prairies et les arbres des berges de la rivière afin de préparer la terre pour les plantations.

Toute opposition est muselée avec brutalité. Des dizaines de Bodi, de Mursi et de Suri ont été arrêtés et sont



Un homme de la tribu hamar se préparant pour une cérémonie de saut de taureau. © Ingetje Tadros

encore incarcérés. Au début de l'année, trois Bodi au moins ont été frappés à mort au cours de leur rétention pour avoir tenté d'empêcher les bulldozers de raser leurs terres. Des femmes ont été violées par les soldats.

Pourtant beaucoup se rebellent. Un aîné bodi m'a confié : *'Le gouvernement peut venir nous découper en rondelles comme des oignons et nous parquer comme des animaux, mais nous sommes prêts à mourir pour notre terre'*.

Parmi les groupes les plus affectés, les Kwegu, une petite tribu de chasseurs-cueilleurs qui dépendent principalement de la pêche car ils

n'ont pas de bétail, déplorent : *'Nous sommes contraints de vivre dans le bush car ils ont rasé nos maisons. Toute notre terre a été détruite. Le niveau de la rivière baisse. Elle est devenue boueuse et les poissons ont disparu'*.

Le détournement des eaux de l'Omo vers un canal qui permettra d'irriguer les plantations pénalise sévèrement les riverains. Les Kwegu se lamentent de n'avoir *'jamais vu la rivière aussi basse. Habituellement, durant la saison sèche, comme maintenant, on pouvait traverser la rivière à pied, l'eau atteignant les genoux. Aujourd'hui on peut la traverser sans même se mouiller les pieds'*.

L'objectif ultime du gouvernement est de refouler les Bodi et les Mursi vers les zones de réinstallation. Trois d'entre elles ont déjà été défrichées pour les Bodi et des maisons sont en cours de construction. Les Mursi ont été informés qu'ils seront réinstallés d'ici la fin de l'année et qu'ils seront contraints de céder leur bétail.

Les tribus pastorales de l'Omo comparent souvent leur bétail à un compte en banque particulièrement utile en période de disette et de sécheresse. Le système socio-économique des populations pastorales comme les Mursi et les Suri est fondé

sur la distribution et l'échange de bétail. Le mariage (impensable sans bétail), les relations de parenté, le partage et la coopération, ainsi que la socialisation des jeunes hommes, reposent sur l'élevage du bétail. Supprimez le bétail et vous supprimez toute raison de vivre. Le gouvernement n'a nul besoin de tuer ou d'emprisonner des gens – il n'a qu'à tout simplement supprimer leur bétail pour détruire leur identité, leur cohésion sociale et leur indépendance.

A tout cela s'ajoute un racisme tenace à peine déguisé et un mépris absolu pour le mode de vie pastoral. L'an dernier, dans un discours prononcé à l'occasion de la Journée annuelle du pastoralisme, le président Meles a déclaré : *'Si cette région est connue pour son arriération par rapport à la civilisation, elle est amenée à devenir un exemple de développement rapide'*.

Mais le développement pour qui et à quel prix? L'ironie amère, c'est que certains des peuples les plus auto-suffisants et indépendants dans un



pays confronté à l'insécurité alimentaire vont tomber dans le dénuement le plus complet. Il n'y aura pas de crue cette année parce que le réservoir du barrage commence à se remplir et les tribus ont été informées qu'elles recevront une aide alimentaire

en compensation.

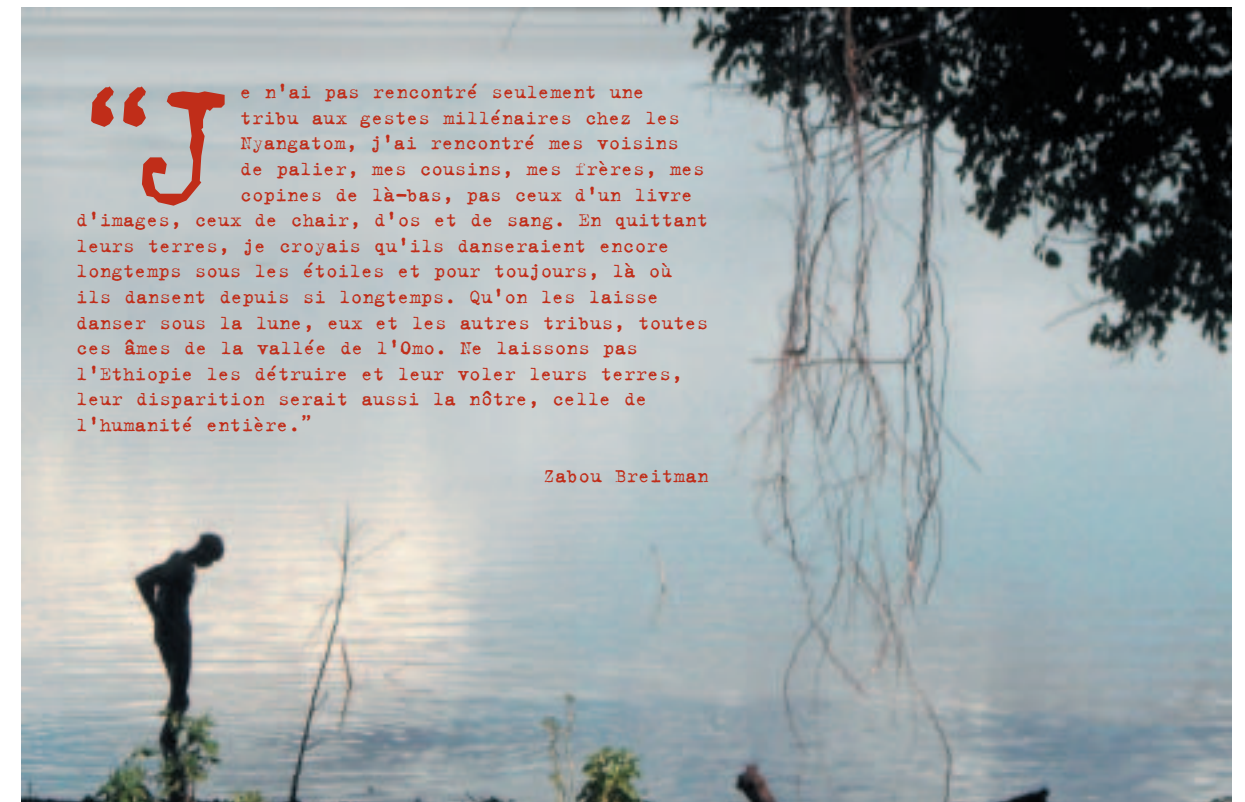
Les organismes de coopération internationale déversent des milliards de dollars – l'argent des contribuables – pour soutenir un gouvernement qui est déterminé à détruire des tribus uniques et auto-suffisantes.

Une vieille femme mursi m'a suppliée : *'Dites à votre gouvernement de ne pas donner de l'argent au gouvernement.'*

Faites connaître notre colère au monde et les larmes que nous versons'.

Survival appelle le gouvernement éthiopien à consulter les tribus sur tout projet les affectant et à mettre fin aux accaparements de terres et à la politique controversée de réinstallation. ■

Les trois photos de cette page, ainsi que celle qui figure page 10, ont été prises par l'actrice Zabou Breitman lors du voyage qu'elle a effectué chez les Nyangatom, l'une des tribus de la vallée de l'Omo, en mai 2011 dans le cadre de l'émission de France 2 'Rendez-vous en terre inconnue' de Frédéric Lopez. Elle dit considérer cette expérience comme 'le plus beau souvenir de ma vie après la naissance de mes enfants'.



Prophétie hopi

L'arrivée d'une nouvelle race

Dan Katchongva (1865-1972), Indien hopi, était le dernier chef du clan du Soleil. Les Hopi (le 'peuple paisible') vivent dans le nord-est de l'Arizona. Texte extrait de : *From the Beginning of Life to the Day of Purification. Teachings, History & Prophecies of the Hopi People as Told by the Late Dan Katchongva, Sun Clan (Ca 1865-1972)*. Publié par le Committee for Traditional Indian Land & Life (Los Angeles, California, P.O. Box 74151, Los Angeles, CA 90004, USA, 1972). Traduction française de Jean Monod.

par Dan Katchongva

Le temps passa, les gens passèrent, et les prophéties annonçant les choses à venir passaient de bouche en bouche. Les tablettes de pierre et les inscriptions rupestres portant le plan de la vie étaient souvent réexaminées par les aînés. Craintivement ils attendaient en redisant les prophéties qui annonçaient l'arrivée d'une nouvelle race de gens qui réclameraient notre terre et essaieraient de changer notre manière de vivre. Ils useraient de "mots sucrés", ils auraient une "langue fourchue" et apporteraient beaucoup de bonnes choses par lesquelles nous serions tentés. Ils utiliseraient la force pour nous faire tomber dans le piège de prendre les armes mais nous ne devrions pas tomber dans ce piège, sous peine d'être mis à genoux et de ne plus pouvoir nous relever. Pas plus que nous ne devons lever la main sur aucune nation. Nous appelons maintenant ces gens *Bahanna*.

Les forces de purification

Nous avons des enseignements et des prophéties qui nous informent que nous devons être attentifs aux signes et aux présages qui surgiront pour nous donner le courage et la force de nous tenir à nos croyances. Le sang coulera. Nos cheveux et nos vêtements seront répandus sur la terre. La Nature nous parlera par le souffle puissant du vent. Il y aura des tremblements de terre et

des inondations causant de grands désastres, des changements dans les saisons et dans le temps; des espèces sauvages disparaîtront, la famine sévira sous différentes formes. Il y aura corruption graduelle et confusion parmi les dirigeants partout dans le monde, et des guerres éclateront comme des vents puissants. Tout ceci a été planifié depuis le début de la création.

Trois sortes de gens se tiendront derrière nous, prêts à accomplir nos prophéties quand nous nous trouverons dans des difficultés sans espoir : ceux du symbole *Meha* (qui réfère à une plante à longue racine, à sève laiteuse, qui repousse quand on la coupe, et dont la fleur a la forme d'une swastika, symbolisant les quatre grandes forces de la nature en mouvement); ceux du symbole du Soleil; et ceux du symbole Rouge.

L'intrusion des *Bahanna* dans le mode de vie des Hopi mettra le symbole *Meha* en mouvement, provoquant certaines personnes à travailler pour les quatre grandes forces de la nature (les quatre directions, les forces naturelles qui contrôlent tout) qui jetteront le monde dans la guerre. Quand cela se produira, nous saurons que nos prophéties seront en train de se réaliser. Nous rassemblerons nos forces et nous tiendrons bon.

Ce grand mouvement retombera, mais parce que sa subsistance est le lait, et parce qu'il est contrôlé par les



Femme hopi coiffant une jeune fille. © Henry Peabody, 1900. Courtesy National Archives and Record Administration, Washington DC.

quatre forces de la nature, il s'élèvera de nouveau pour mettre le monde en mouvement, créant une autre guerre, dans laquelle tant le symbole *Meha* que le symbole du Soleil seront agissants. Puis il retombera pour s'élever une troisième fois. Notre prophétie prédit que le troisième événement sera décisif. Notre plan prédit le résultat.

Cet écrit sacré parle la langue du Grand Esprit. Il pourrait signifier la mystérieuse graine de vie avec deux principes pour demain, indiquant UN, à l'intérieur duquel est DEUX. TROIS, dernier, qu'est-ce qu'il apportera, purification ou destruction ?

Le troisième événement dépendra du Symbole Rouge, qui prendra la commande, mettant les quatre forces de la Nature (*Meha*) en mouvement pour le bénéfice du Soleil.

Quand il mettra ces forces en mouvement, le monde entier tremblera et deviendra rouge et se tournera contre les gens qui tentent de détruire la culture hopi. Pour tous ces gens le jour de la Purification sera

venu. Les humbles accourront vers le Symbole Rouge en quête d'un nouveau monde et d'une égalité qui leur a été déniée. Il sera sans merci. Ses gens couvriront la terre comme des fourmis. Nous ne devons pas sortir pour regarder. Nous devons rester dans nos maisons. Il viendra et rassemblera les mauvaises gens qui harcèlent les hommes rouges qui étaient là en premier. Il cherchera quelqu'un qu'il reconnaîtra à son mode de vie, sa tête (la coiffure spéciale hopi), ou par la forme de son village et de sa maison. C'est le seul qui nous purifiera.

Le Purificateur, commandé par le Symbole Rouge, avec l'aide du Soleil et de *Meha*, déracinera les mauvaises gens qui ont perturbé le mode de vie des Hopi, la vraie manière de vivre sur la Terre. Les mauvaises gens seront décapités et ne parleront plus. Ce sera la Purification pour les bonnes gens, la Terre, et toutes les choses vivantes sur la terre. Les maux de la terre seront soignés.

Notre Mère la Terre fleurira de nouveau et tous les peuples s'uniront dans la paix et l'harmonie pour longtemps.

Mais si cela ne se produit pas, l'identité traditionnelle hopi disparaîtra en raison de la pression des *Bahanna*. A travers l'influence de l'homme blanc, de sa religion, et du fait de la disparition de notre terre sacrée, les Hopi seront condamnés. Ceci est le plan universel, parlant à travers le Grand Esprit depuis l'aube du temps...

Les Hopi ont été placés sur ce côté de la Terre pour prendre soin d'elle à travers leurs obligations cérémonielles, tout comme d'autres races de gens ont été placés ailleurs autour de la Terre pour en prendre soin à leur manière. Ensemble, nous maintenons le monde en équilibre, tournant comme il faut. Si la nation hopi disparaît, le mouvement de la terre deviendra excentrique, l'eau avalera la terre et les gens périront. Seuls un frère et une sœur survivront pour commencer une nouvelle vie. ■

Oui, je soutiens Survival

Nom

Prénom

Adresse

Code

Ville

Pays

Avec un don de:

25 € 50 € 100 € 200 € autre

Je souhaite adhérer (ou renouveler mon adhésion)

Membre actif 55 €
 Membre actif avec Ethnies 90 €
 Membre bienfaiteur 130 €
 Etudiants, chômeurs 25 €

Je souhaite m'abonner aux Nouvelles de Survival

Abonnement annuel (4 n°) 15 €
 Abonnement de soutien 25 €

Port étranger/avion, ajouter 7 €

Total €

Je choisis le prélèvement automatique, envoyez-moi le formulaire

Ci-joint un chèque à l'ordre de Survival

Je préfère régler par carte bancaire

N°

Date d'expiration

Signature

Date

Remplissez ce bulletin en lettres capitales, découpez-le et retournez-le accompagné de votre règlement à :

Survival 18 rue Ernest et Henri Rousselle, 75013 Paris



Livres et revues

Update n° 101, juillet 2012, Docip, Genève. 'Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, 4e session, 2011'.

Solidarité Guatemala, numéro spécial 200, sept-oct. 2012 'Histoire du Collectif Guatemala et de son travail d'information'. Supplément campagne 2012 : dossier Perenco.

Journal de la Société des Américanistes, tome 98-1, 2012, Société des Américanistes, Paris.

Down to Earth, International Campaign for Ecological Justice in Indonesia, Cumbria, Royaume-Uni, n° 91-92, mai 2012. 'Indonesia's Indigenous Peoples continue the struggle for recognition'

Recherches amérindiennes au Québec, vol XL, n° 3, 2010, Montréal, Canada, \$22. 40e anniversaire. 'Les Inuits, les Premières Nations et le développement minier'. Vol XLI, n°1, 2011, 'Plan Nord, éducation et droit'.

Plan d'action 2010-2014, Programme mondial en faveur de l'éducation aux droits de l'homme,

Nations-Unies, Haut Commissariat aux droits de l'homme, Genève.

Histoires de voir, catalogue de l'exposition 'Histoires de voir; Show and Tell' présentée jusqu'au 21 octobre 2012 à la Fondation Cartier pour l'art contemporain, à Paris, 240 pages, 350 reproductions couleur et noir et blanc, Paris, 2012. 47€
Conçu dans le prolongement de l'exposition, cet ouvrage rassemble les œuvres et les histoires de plus de 50 artistes du monde entier, dont beaucoup sont autochtones avec des textes de nombreux spécialistes, dont Bruce Albert, vice-président de Survival France.

Sortir de la longue nuit. Indiens d'Amérique latine, de Patrick Bard et Marie-Berthe Ferrer, 208 p., photos, Ed. Albin Michel, 35 €. Un voyage photographique et littéraire en Amérique indienne, de la Californie au Chili à la rencontre d'un monde en résistance depuis plus de cinq siècles pour 'sortir de la longue nuit'.

Ces deux ouvrages sont en vente dans notre boutique en ligne : www.survivalfrance.org/shopping

Les peuples indigènes dans le XXI^e siècle Une nouvelle exposition de Survival



Cette exposition, composée de 12 panneaux verticaux au format 40 x 60 cm a été conçue pour présenter de manière simple à un public de tous âges la situation des peuples indigènes aujourd'hui, les principaux problèmes auxquels ils sont confrontés, leurs luttes et le rôle que joue Survival dans le respect et la reconnaissance de leurs droits. Elle est mise à disposition de toute personne, association ou institution qui souhaite la présenter (première semaine gratuite, seuls les frais de port sont facturés). Informations à : www.survivalfrance.org/edu/expositions